

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 04/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



MEAC

91 rue d'Acqueville
78670 Villennes-sur-Seine

Références : UD34/H3/MT/2023/078
Code AIOT : 0006600943

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement MEAC implanté lieux-dits Combelongue, Roqueronde 34600 Carlencas-et-Levas. L'inspection a été annoncée le 14/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEAC
- lieux-dits Combelongue, Roqueronde 34600 Carlencas-et-Levas
- Code AIOT : 0006600943
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de sables dolomitiques et de dolomies exploitée par la société MEAC est autorisée par arrêté préfectoral du 15 novembre 2012. Les matériaux extraits sont acheminés vers les installations voisines de la carrière CMSE où elles sont traitées.

Un chef de carrière unique assure l'exploitation des deux sites d'extraction, qui fonctionnent en alternance.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- phasage d'exploitation et de remise en état
- surveillance des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- avec suites administratives :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- sans suite administrative.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Phasage d'exploitation et de remise en état	Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.3.3 et 6.3.8	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un écart est constaté concernant la nécessité de mettre en oeuvre la remise en état coordonnée au fur et à mesure de la progression de l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage d'exploitation et de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.3.3 et 6.3.8
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation et de remise en état
<p>Prescription contrôlée : <u>Article 6.3.3: extraction</u> L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux schémas d'exploitation annexés au dossier de demande d'autorisation.</p> <p><u>Article 6.3.8: remise en état</u> L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité (exploitation de la carrière) conformément au dossier relatif à la présente demande et aux annexes jointes au présent arrêté. Les travaux de remise en état du site consisteront en une réinsertion paysagère du site avec les terrains alentours. Ils seront menés de façon coordonnée avec l'exploitation.</p>
<p>Constats : Au vu du plan d'exploitation de novembre 2022, la progression de l'exploitation est en retard par rapport au phasage prévu dans le dossier. Il apparaît toutefois que la zone située au Sud, située à l'extérieur du périmètre d'extraction renouvelé, n'a pas été remise en état (le dossier prévoit sur ce secteur en p.6 de la demande administrative du dossier de demande d'autorisation de 2011, une remise en état par régalinge d'éléments fins de type sableux, sans végétalisation, pour constituer un milieu favorable au psammodrome d'Edwards). La zone des anciens fronts au Nord, qui apparaît également être parvenue en position définitive aurait également dû être remise en état durant la première phase quinquennale, par talutage et végétalisation. Il est demandé à la société MEAC de communiquer à l'inspection les modalités et délais qu'il envisage pour mettre en oeuvre les opérations de remise en état des zones ci-dessus, dans la mesure où elles sont parvenues en position définitive selon le phasage d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Un dispositif de contrôle de la qualité des eaux souterraines est mis en place sur le site de la carrière. L'implantation du piézomètre permet un suivi analytique de la qualité des eaux dont les mesures seront effectuées selon une périodicité annuelle.
Constats : Un piézomètre est présent sur le site, et fait l'objet d'un suivi analytique périodique, dont le dernier a été réalisé en février 2023. Les résultats ne révèlent pas de résultats de nature à suspecter une dégradation de la qualité des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet